

Moisson d'avril

Moisson d'avril

LAREVUE NOUVELLE - AVRIL 2013

Le boycott académique des business games : démonter la fabrique des petites mains

RENAUD MAES

Comme chaque année, le Boston Consulting Group (BCG) a organisé début 2013 son célèbre « business game ». Le résultat fut pour le moins inattendu : un boycott académique a immédiatement été organisé par les professeurs et étudiants qui ont annoncé ne plus pouvoir supporter l'« immixtion croissante dans le monde académique de dispositifs d'endoctrinement à la pensée unique du management » ! L'un des instigateurs de l'appel au boycott, étudiant de la Hogeschool-Universiteit Brussel (HUB), indique : « Quand nous avons pris connaissance de l'énoncé de ce jeu, nous avons immédiatement décidé de nous réunir, au kot, pour préparer un communiqué de presse et lancer des actions pour organiser le boycott. C'en est assez de cette vision inhumaine de la gestion des entreprises. »

Les consignes en question sont résumées dans un article très critique du journal *Le Soir* du 26 février¹ : « Chère équipe, nous avons été sollicités par le CEO de WakkaWakka, M. Carlos Minaldo, pour évaluer l'acquisition de nouvelle(s) mine(s) afin de soutenir la stratégie de croissance de l'entreprise » (traduc-

tion par l'auteur). Ce sont les premiers mots d'un email de deux pages, véritable briefing de mission. Le défi de cette année consistait à identifier les meilleures opportunités de « fusions et acquisitions » pour une multinationale minière sur le point de s'étendre. Pour ce faire, les étudiants disposaient du dernier rapport de l'entreprise, de documents relatifs aux marchés concernés et des profils des cibles potentielles. Comble de réalisme, ils recevaient aussi une solide revue de presse d'une douzaine d'articles sur le secteur très largement inspirés de publications issues du *Wall Street Journal*, du *New York Times*, de *The Economist*, de publications russe et australienne ou encore du *Journal officiel* de l'Union européenne. Autant de textes pour s'imprégner de l'actualité du charbon, du cuivre et du diamant en moins de temps qu'il n'en faut pour les lire puisque le délai de résolution du *case* est de 60 heures...

Un professeur de la faculté d'économie de l'université libre de Bruxelles, dont les étudiants sont habituellement des participants, commente : « C'est le comble du cynisme, ces consignes. Comment, alors que nous vivons depuis l'an passé une série noire de drames sociaux liés aux folles logiques de maximisation des bénéfices des multinationales, avec la fermeture de Ford Genk, avec les licenciements massifs d'Arcelor-Mittal, peut-on oser un énoncé pareil ? »

L'université aliénée

1 www.lesoir.be/197471/article/economie/2013-02-25/strategy-cup-des-%C3%A9tudiants-solvay-et-hub-auraient-put-piloter-1%E2%80%99expansion-d%E2%80%99une-m

Mais au-delà de ces consignes, c'est le principe même de ces « business games » et autres concours d'entrepreneuriat qui est visé par le comité boycott BCG. Avec la diminution drastique du financement public par étudiant, les universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont souvent recours bon gré mal gré à des financements privés, via notamment la création des chaires. Il s'agit là d'une immixtion visible des firmes dans les cours universitaires, tout aussi visible que les nombreux « conseils stratégiques » développés par les institutions et, plus fréquemment encore, les facultés, qui regroupent des « grands patrons » et autres « décideurs » — souvent nommés dans ces instances à la suite de leurs dons.

Mais l'aliénation de l'université aux intérêts des firmes ne s'arrête pas à ces manifestations visibles. Ainsi, le fait d'encourager les étudiants à participer à de nombreux concours nationaux et internationaux organisés et financés par des firmes privées — quitte à aménager les horaires de cours pour leur permettre cette « expérience unique » — est l'un des mécanismes insidieux de cette aliénation, mécanisme qui demeure trop souvent ignoré des analyses, notamment parce qu'il suscite l'adhésion de franges massives des populations étudiantes. Le boycott annoncé est d'autant plus intéressant qu'il s'attaque justement à un aspect usuellement obombré par les performances des étudiants, saluées par les services de presse institutionnels — qui contribuent par là à donner une caution universitaire à ces concours, à savoir l'incompatibilité de ces jeux et de l'enseignement universitaire. Poser le constat d'une telle incompatibilité revient à battre en brèche la doctrine adéquationniste qui vise à aligner au maximum le contenu des cours sur les attentes des employeurs, doctrine largement diffusée tant à l'extérieur qu'à l'interne des institutions universitaires aujourd'hui.

Lien entre éducation, développement

technique et croissance économique

Ces théories « adéquationnistes » contemporaines trouvent racine dans les écrits des économistes conservateurs du capital humain, tels Gary Becker et Jacob Mincer : dans leur perspective, l'éducation est conçue « comme un moyen d'accroître la productivité des travailleurs et donc de favoriser la croissance économique² ». Cette soumission de l'enseignement à un objectif d'augmentation de la productivité est également présente dans les déclinaisons plus modernes de ces théories, notamment via l'insistance sur les innovations technologiques.

Ainsi, au début des années 1990, dans un contexte où, par la commercialisation à grande échelle de nouveaux outils techniques et notamment d'appareils informatiques, le développement technologique semblait s'accélérer, l'économiste Paul Romer proposait la théorie de la croissance endogène qui modélise un lien entre éducation, développement technique et croissance économique. Cette théorie est devenue le substrat de nombreuses publications à caractère bien plus politique qui ont émaillé les années 1990, publications produites notamment par l'OCDE, la Banque mondiale, la Table ronde des Industriels européens, etc. Ces publications de lobbies ont influé de manière déterminante sur les gouvernements nationaux et sur les autorités universitaires à un point tel que d'aucuns y voient l'origine du « processus de Bologne ». Ce qui est certain, c'est que les théories de Romer continuent à servir de soubassement aux propositions de la Commission européenne qui, comme l'a bien montré Sarah Croché³, définit le cadre conceptuel des réformes nationales des systèmes d'enseignement supérieur et de recherche.

2 Jean-Luc De Meulemeester, « Vers l'université de marché ? Essai d'analyse de l'évolution de l'université », Attac Wallonie-Bruxelles, 2003.

3 Sarah Croché, *Le pilotage du processus de Bologne*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2010.

Un professeur participant au boycott se dit particulièrement conscient d'aller à contre-courant : « Bien sûr, l'action que nous menons est politique. C'est un signal clair : il faut préserver l'unicité de l'enseignement universitaire, mise à mal par les réformes visant à sans cesse rapporter la formation offerte à l'université aux attentes locales et immédiates des employeurs, prises notamment dans le cadre du processus de Bologne. La spécificité de l'enseignement universitaire est d'allier enseignement et recherche fondamentale dans la formation dans le but notamment de développer le sens critique des étudiants. Ce sens critique fait — c'est évident — totalement défaut dans ces grands-messes organisées par des firmes et sociétés d'audits comme BCG. Je voudrais insister là-dessus : ce type d'évènement est totalement inconciliable avec nos missions. Il s'agit de l'antithèse des idéaux fondateurs de l'université moderne, du « Bildung durch Wissenschaft » des grands réformateurs allemands du XIX^e siècle : cultiver envers ce type de jeux la moindre complaisance revient à trahir notre fonction. Ainsi, il suffit de consulter la liste de revues dont sont tirées les coupures de presse mobilisées pour l'exercice pour comprendre l'orientation de ce jeu qui s'avère, en définitive, une simple opération d'endoctrinement. »

Le comité des étudiants pour le boycott rejoint ce diagnostic cinglant : « Comme le soulève d'ailleurs Jonas Geerinck, directeur de recrutement à BCG dans le *Soir* du 26 février, "La Strategy Cup n'a pas vraiment un objectif de recrutement". Mais alors quel est l'objectif de ce jeu ? Il est clair : susciter l'adhésion à une certaine vision du monde et pousser les étudiants à admettre comme règles naturelles la culture d'entreprise de BCG, qui n'est jamais qu'une déclinaison de la vulgate néolibérale dominante. »

Ces business games sont en effet une véritable initiation à la gestion capitaliste contemporaine. Isabelle Stengers et Philippe

Pignarre⁴ ont parfaitement décrit les mécanismes de production des « petits mains du capitalisme », agents « zélés » qui « ne se bornent pas à appliquer ou à subir des règles, mais s'emploient à les appliquer avec loyauté, c'est-à-dire aussi avec une certaine inventivité » : « La fabrique des petites mains [du capitalisme] est une production permanente. [...] Elle a toujours quelque chose à voir avec une initiation, avec le recrutement dans le groupe de ceux qui « savent ». Mais c'est une initiation « noire », l'adhésion à un savoir qui sépare les personnes de ce qu'elles continuent à sentir souvent, et qu'elles renvoient désormais du côté du rêve ou de la sensiblerie dont il faut se défendre. » L'enjeu de ce boycott est donc double : démonter la fabrique des cadres insensibles qui, demain, organisent les plans de « restructuration » à grande échelle sans se poser un instant la question de leurs implications humaines, et surtout refuser que l'université devienne l'une des machines de cette fabrique. ■

4 Isabelle Stengers & Philippe Pignarre, *La sorcellerie capitaliste*, La Découverte, 2001, p. 51-54.